

Bulletin des Négociations de la Terre

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En ligne sur http://www.iisd.ca/climate/cop19/enb/

Vol. 12 No. 591

Publie par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)

Mercredi 20 novembre 2013

FAITS MARQUANTS DE VARSOVIE:MARDI 19 NOVEMBRE 2013

Mardi après-midi, la cérémonie d'ouverture du segment de haut niveau de la CdP 19 et de la CMP 9 a eu lieu. Dans la matinée, l'après-midi et la soirée, des groupes de contacts, des consultations informelles et d'autres réunions ont eu lieu dans le cadre de la CdP, de la CMP et de l'ADP. Ils ont notamment inclus: les consultations ouvertes sur les deux secteurs d'activités de l'ADP; le rapport du comité de contrôle du respect des engagements; le financement de la REDD+; et l'évènement spécial des Co-Présidents de l'ADP.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE LA CDP 19 ET DE LA CMP 9

Donald Tusk, Premier ministre de la Pologne, a ouvert le segment de haut niveau et a souhaité la bienvenue aux participants. Notant que la Pologne accueille la CdP/CMP pour la deuxième fois, il a présenté les défis émergents depuis Poznan: la crise financière; l'incapacité à parvenir à un accord global à Copenhague; les changements dans le marché mondial de l'énergie; et les récentes conclusions du GIEC. Soulignant que « nous ne pouvons nous permettre un échec; et que nous ne pouvons pas jouer avec le climat », il a déclaré que le principal objectif de Varsovie est de produire une « évaluation sérieuse » de ce qui est nécessaire pour atteindre un accord global.

Qualifiant Varsovie d'important tremplin, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a signalé la « pente abrupte » à gravir. Parmi les domaines d'action, il a souligné: la ratification de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto; l'augmentation de l'ambition sur l'atténuation, l'adaptation et le financement visant une transformation à grande échelle; l'envoi des bons signaux politiques aux investisseurs; et la construction d'un programme d'action pour relever le défi climatique en établissant une base solide pour l'accord de 2015. Il a invité tous les délégués à venir au Sommet sur les changements climatiques de 2014 avec du leadership politique et des annonces audacieuses pour l'action. Il a instamment prié les participants à « façonner l'avenir pour toutes les générations futures et une planète Terre écologiquement durable ».

John Ashe, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, a déclaré que, bien qu'il comprenne les enjeux des négociations, « l'image à l'extérieur de cette salle est sombre ». Il a indiqué que les Parties doivent parvenir à un accord en 2015, accord qui devrait inclure: des ambitions pré-2020; un mécanisme de respect des engagements; et une applicabilité à tous. En réponse aux gouvernements infranationaux, à la société civile et aux groupes d'entreprises actifs dans le domaine des changements climatiques et en demandant si les Parties ont renoncé à leurs responsabilités, Ashe a encouragé les Parties à « réagir, se lever » et déclarer que « nous allons agir ».

La Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres a déclaré que la CdP 19 se tient dans le cadre d'un « appel de la science, et d'un appel convainquant des Philippines ». Elle

a insisté sur la nécessité que Varsovie ouvre la voie à Lima et à Paris, et a appelé la participation active des ministres dans les efforts pour obtenir des résultats importants sur: le financement; « une pierre angulaire » pour le mécanisme des pertes et dommages; l'augmentation des ambitions pré-2020; et les éléments du nouvel accord. Elle a ajouté qu'ils devraient « se concentrer sur ce qui est faisable et nécessaire, et travailler avec intensité et avec l'intention », de « nous conduire à un projet d'accord significatif qui est fondé sur une science solide, équitable, acceptée et applicable à tous ».

Le segment de haut niveau s'est poursuivi avec des déclarations d'autres chefs d'État et chefs de gouvernement, de chefs d'État adjoints et chefs de gouvernement adjoints, de ministres et d'autres chefs de délégations. Une diffusion Internet des déclarations est disponible à l'adresse: http://bit.ly/HX8VgK

CONSULTATIONS INFORMELLES ET AUTRES *RÉUNIONS*

CONSULTATIONS OUVERTES À TOUS DE L'ADP SUR LES DEUX SECTEURS D'ACTIVITÉ: Dans la matinée, le Co-Président Runge-Metzger a invité les Parties à continuer à clarifier leurs points de vue sur le projet de texte et a remercié les LMDC pour leur soumission. Il a noté que « le temps des listes de souhaits est terminé » et a instamment demandé aux pays d'identifier des points de convergence.

Plusieurs pays en développement, y compris le Swaziland s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAIN, l'INDE, le MALI, la CHINE, la Bolivie s'exprimant au nom des LMDC, les PHILIPPINES et le VENEZUELA, ont plaidé pour une voie vers l'atteinte de l'objectif de 100 milliards de dollars US et la MRV du soutien. Le BRÉSIL a souligné le financement pour les MAAN. Les ÉTATS-UNIS ont souligné que l'objectif de 100 milliards de dollars US a été fixé dans le cadre d'un large ensemble de décisions et que de nouveaux engagements « ne peuvent être pris en chemin ». Les LMDC se sont opposés aux propositions relatives au recours à l'investissement privé pour les mesures d'atténuation.

Concernant la nature et l'étendue de la différenciation, la Gambie, s'exprimant au nom des PMA et le BRÉSIL ont préféré utiliser la distinction entre les pays visés à l'Annexe I et les pays non visés à l'Annexe I.

Concernant les possibilités techniques pour améliorer l'action, Nauru, s'exprimant au nom de l'AOSIS, appuyée par l'UE, a suggéré d'ajouter: un délai demandant les soumissions d'ici mars 2014; une demande au Secrétariat de compiler une synthèse des données techniques, y compris des organismes externes; des réunions d'experts en mars et en juin 2014; et des réunions ministérielles en 2014, en vue du Sommet climatique des Nations Unies et de la CdP 20.

L'INDE s'est opposée à l'idée « de se lancer dans un processus technique », et, avec les LMDC, a mis en garde contre toute référence aux actions extérieures à la Convention. L'UE a plaidé pour que Varsovie montre que « nous sommes

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Jennifer Allan, Beate Antonich, Alice Bisiaux, Elena Kosolapova, Ph.D., Mari Luomi, Ph.D., et Annalisa Savaresi. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Wallonie, du Québec et de l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du http://enb.iisd.mobi



Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB à la Conférence de Varsovie sur le changement climatique - novembre 2013 - est joignable par courriel à l'adresse <alice@iisd.org>



sur la bonne voie » pour parvenir à un accord juridiquement contraignant en 2015 et pour réduire l'écart des efforts en matière d'atténuation.

La CHINE a déclaré que les négociations devraient être focussées, insistant sur la nécessité de renforcer la mise en œuvre jusqu'en 2020 et sur le Plan d'action de Bali (PAB). Les PMA ont demandé des références aux principes de l'équité et de la justice, et au renforcement de la confiance grâce à la pleine application du PAB. La SUISSE a déclaré que l'ADP devrait se centrer sur l'additionnalité

L'UE et la SUISSE ont souligné l'importance de la transparence dans le processus. Le BRÉSIL a appelé à plus de clarté sur la transparence, ajoutant que ce n'est pas un but en soi.

L'INDE a souligné la nécessité: de relever le niveau d'ambition en matière d'atténuation des pays développés à au moins 40 % en dessous des niveaux de 1990; d'améliorer le transfert de technologies; et d'aborder les DPI. Le délégué des PHILIPPINES a appelé au renforcement des déclarations des pays visés à l'Annexe I sur l'atténuation, le financement, le transfert de technologies et le renforcement des capacités. L'ARABIE SAOUDITE, les PMA et SINGAPOUR ont souligné l'importance du leadership des pays développés. L'AFRIQUE DU SUD a souligné l'évaluation scientifique des mesures d'atténuation par les pays développés. Le VENEZUELA a appelé à évaluer la performance des institutions existantes.

Le BRÉSÍL a souligné la difficulté d'expliciter les actions des acteurs sous-nationaux dans un contexte multilatéral. SINGAPOUR a déclaré que la collaboration au niveau sous-national doit s'inscrire dans le contexte du partage et de l'apprentissage. Les ÉTATS-UNIS, le JAPON et le CANADA ont appuyé l'idée de faciliter le travail collaboratif sur l'atténuation et l'adaptation au niveau sous-national. Les consultations se sont

poursuivies tout au long de la soirée.

RAPPORT DU COMITÉ DE CONTRÔL DU RESPECT DES ENGAGEMENTS (CMP): Les consultations informelles du matin ont été co-animées par Ilhomjon Rajabov (Tadjikistan) et Kärnström Ida (Suède). Les Parties ont examiné un projet de décision révisé par les Co-Présidents conformément aux propositions des Parties. Après une brève discussion, les Parties ont convenu de supprimer le texte sur les contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires à l'appui des travaux du Comité pour la période 2014-2015. Suite à des révisions textuelles mineures, un accord a été conclu sur un projet de décision qui sera transmis à la CMP.

FINANCEMENT DE LA REDD+ (CdP): Au cours des consultations informelles sur le programme de travail sur le financement de la REDD+ axé sur les résultats en après-midi, les délégués ont discuté de la création d'une « plate-forme » d'information sur le financement de la REDD+, et du rôle du FVC. Un élément de convergence a émergé concernant le fait que la plate-forme d'information devrait être un outil volontaire, potentiellement lié à la plate-forme Internet de la CCNUCC, et devrait promouvoir la transparence sans imposer d'obligations de déclaration supplémentaires. Les délégués ont convenu que: le FVC devrait jouer un rôle central dans le financement de la REDD+ axé sur les résultats; et les méthodologies existantes devraient être utilisées. Certains délégués ont souligné la nécessité: de présenter rapport sur la façon dont les garanties sont prises en compte et respectées; et de reconnaître le lien entre les garanties et les avantages mutuels. D'autres ont fait remarquer que les délégués « ne devraient pas revenir sur des questions qui ont déjà fait l'objet d'un accord », soulignant la nécessité de faire des progrès sur des points techniques liés aux paiements axés sur

Les consultations informelles se poursuivront, sur la base d'un projet de décision qui sera établi par les Co-Présidents du programme de travail sur le financement axé sur les résultats, Agus Şari (Indonésie) et Christina Voigt (Norvège).

ÉVÈNEMENT SPÉCIAL DES CO-PRÉSIDENTS DE L'ADP: L'évènement de l'après-midi a été animé par Jamie Peters (YOUNGO). Les participants se sont centrés sur: la façon dont l'accord de 2015 pourrait favoriser une meilleure collaboration entre les acteurs non étatiques et les gouvernements; et le rôle que la CCNUCC pourrait jouer dans

la reconnaissance et le renforcement des initiatives et des actions menées par des acteurs non étatiques. Le Secrétariat a invité les participants à examiner comment les initiatives menées par des acteurs non étatiques peuvent catalyser, encourager, faciliter et inspirer le processus de la CCNUCC.

Les Co-Présidents de l'ADP ont réagi aux commentaires de la salle sur: la nécessité de travaux préparatoires avec divers groupes pour impulser une dynamique politique interne en diffusant des informations sur les bénéfices de financer la transition vers une économie à faible émission de carbone et la croissance verte; et les perspectives sur la façon dont l'équité et la justice pourraient contribuer à l'accord de 2015.

Les participants ont également débattu, entre autres: de la reconnaissance du rôle des acteurs non étatiques; d'une transition juste pour les syndicats; du rôle du financement climatique à partir de sources privées; d'une approche fondée sur les droits de l'homme; de l'équité intergénérationnelle; et du rôle des femmes dans l'agriculture durable et l'utilisation des terres.

DANS LES COULOIRS

Comme les négociations de lundi soir se sont poursuivies dans la nuit, certains délégués ont quitté le Stade national à 6h00 le mardi pour être accueillis par la lumière de l'aube. Pendant la journée, le dynamisme est venu des groupes des jeunes et du genre. Bon nombre de délégués portaient des rubans verts en cette « Journée du genre » afin de promouvoir le rôle des approches genre dans la résolution de la crise climatique. Un délégué d'une ONG de la jeunesse a facilité l'évènement spécial des Co-Présidents de l'ADP, et le thème de la justice intergénérationnelle est également apparu au cours du segment de haut niveau dans l'après-midi, alors que de nombreux intervenants ont appelé les délégués à penser « non seulement à vos enfants, mais aux enfants de vos enfants ». Plusieurs hauts fonctionnaires ont aussi intuitivement fait écho à un sentiment général de frustration concernant les discussions de l'ADP, tout en demandant à plusieurs reprises des résultats concrets à Varsovie afin d'ouvrir la voie à Paris en 2015.

Au cours de cette deuxième journée de débat du projet de décision de l'ADP, un délégué a reconnu qu'il y a un « sentiment d'angoisse croissante » que les Parties ne trouveront pas de terrain d'entente et à la place « insisteront sur les points de divergence ». Paraphrasant les termes du Premier ministre polonais Donald Tusk lors du débat de haut niveau que « chaque joueur est en compétition avec ses collègues », un délégué s'inquiétait que les Parties oublient « que le match ne peut être gagné que par l'équipe ». Alors que beaucoup ont exprimé des préoccupations quant aux questions de procédure actuellement en discussion et à la lenteur des négociations à ce jour, un vétéran de la CCNUCC a rassuré les autres que la CdP 19 est une « CdP typique » qui « donnera lieu à un paquet de dernière minute vendredi soir ».

Opération de solidarité #COP4Haiyan: Mercredi et jeudi, Polish Humanitarian Action, une organisation non gouvernementale spécialisée dans les interventions d'urgence, organise une collecte de charité pour soutenir les opérations de secours et le travail de reconstruction aux Philippines après le passage du super typhon Haiyan. Des bénévoles seront présents de 8 à 10 h, près du vestiaire au niveau -2, zone 1, et de 5 à 8 h, à la sortie principale du Stade au niveau-1, zone A9. La première collecte vendredi dernier s'est élevée à 3 063 \$ US. Si chaque participant à la CdP 19 donne 20 \$ US, environ 200 000 dollars pourraient être recueillis. Les dons en ligne sont également possibles à l'adresse: http://www.pah.org.pl

Cette collecte a été facilitée par la Présidence de la CdP 19/ CMP 9 et le Secrétariat de la CCNUCC.

Une initiative de collecte de fonds Twitterstorm a également été lancée la semaine dernière par les délégués de la jeunesse à travers quatre ONG actives aux Philippines, voir http://bit.ly/1cX8WiQ





Bulletin des Négociations de la Terre